

DÉPENSES MILITAIRES

à l'ère post-pandémique

En contribuant à construire un monde plus pacifique, les pays pourraient améliorer leur situation économique

Benedict Clements, Sanjeev Gupta et Saida Khamidova

En 2020, dans le monde entier, les pouvoirs publics ont adopté des trains de mesures visant à relancer des économies sinistrées par la pandémie de COVID-19, en particulier dans les pays avancés, qui ont dépensé davantage que les autres. Les déficits budgétaires élevés qui s'en sont suivis devront être résorbés compte tenu des ressources financières disponibles, au fur et à mesure que la croissance retrouvera son niveau prépandémique. Pour ce faire, les États devront procéder à une réévaluation globale de leurs politiques fiscales et

de leurs dépenses. Une question essentielle va se poser : comment les grands postes de la dépense publique vont-ils évoluer au cours des prochaines années, et dans quels domaines les besoins vont-ils augmenter ou diminuer ?

En moyenne, les dépenses militaires représentaient environ 6½ % des budgets publics dans le monde en 2019, d'après l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, la source de données comparables la plus complète sur les dépenses militaires. Depuis la fin de la guerre froide en 1990, les budgets de défense ont baissé,

Les dépenses militaires au niveau mondial ont pratiquement baissé de moitié, passant de 3,6 % du PIB durant la guerre froide à 1,9 % du PIB au cours des années qui ont suivi la crise financière mondiale.

à la fois relativement aux dépenses publiques et à la production totale de l'économie (PIB). Cette diminution a permis à d'autres formes de dépense publique d'augmenter, comme en matière d'éducation, de santé et d'infrastructures. Mais les dépenses militaires resteront-elles à ces niveaux historiquement bas ? Le présent article se penche sur l'évolution des dépenses militaires sur une longue période et esquisse les implications de ces tendances pour les budgets publics.

Évolution des dépenses militaires

Les dépenses militaires au niveau mondial, calculées sur la base de moyennes nationales non pondérées, ont baissé pratiquement de moitié, passant de 3,6 % du PIB durant la guerre froide (1970–90) à 1,9 % du PIB au cours des années qui ont suivi la crise financière mondiale (2010–19) (graphique 1).

Plusieurs facteurs peuvent rendre compte de cette baisse des dépenses militaires, en dehors de la fin de la guerre froide et de la réduction des tensions internationales qui l'a accompagnée. Dans les pays avancés, l'impératif de rééquilibrage des finances publiques a sans doute joué un rôle durable, le ratio moyen de la dette au PIB dépassant les 100 % au lendemain de la crise financière. La pandémie de COVID-19 et les mesures de soutien budgétaire mises en œuvre pour combattre ses effets ont fait augmenter ce ratio de 16 points de pourcentage (FMI, 2021).

Deuxièmement, depuis le début des années 2000, les pays en développement s'efforcent de consacrer une part plus importante de leurs budgets à l'éducation, à la santé et aux infrastructures pour satisfaire les besoins croissants de leurs populations et pour favoriser la croissance en investissant dans le capital physique et le capital humain.

Plus récemment, la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies est passée au premier plan, ce qui suppose une forte augmentation des dépenses publiques en faveur du capital humain.

Enfin, les pays avancés sont confrontés au vieillissement rapide de leurs populations. Faute d'une réforme d'envergure des systèmes de retraites et de santé, l'augmentation des dépenses liées au vieillissement continuera de se faire au détriment des autres postes de la dépense publique (Clements *et al.*, 2018).

Les dépenses militaires ont certes diminué, mais la situation varie considérablement d'un pays à l'autre. Le graphique 2 montre quels pays consacrent moins de 2 % de leur PIB à la défense nationale (83 au total), entre 2

et 5 % (48 pays), et plus de 5 % (7 pays). Les 15 pays qui dépensent le plus pour leur défense, au nombre desquels figurent plusieurs pays avancés, représentent plus de 80 % du total mondial des dépenses militaires. Cette hétérogénéité n'exclut pas qu'à terme, un grand nombre de pays présentent des niveaux similaires de dépenses militaires en proportion de leur PIB.

Convergence des dépenses militaires

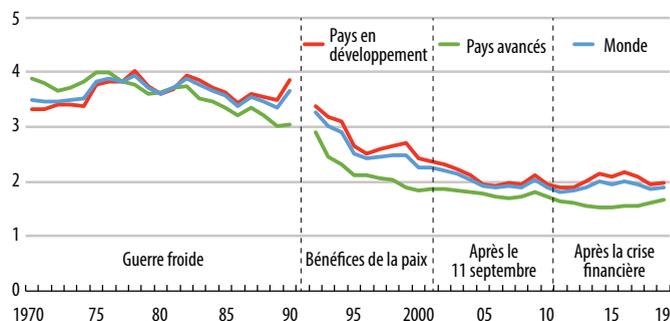
Au sein du groupe de 138 pays que nous avons étudié, les dépenses militaires exprimées en pourcentage du PIB ne convergent pas vers un niveau commun, mais ont plutôt tendance à emprunter trois trajectoires différentes (Clements, Gupta et Khamidova, 2021). Dans le premier groupe, qui comprend 20 pays en proie à de graves conflits, les dépenses militaires ont en fait augmenté à un niveau nettement plus élevé qu'ailleurs, ce qui les place à l'écart de la tendance mondiale (graphiques 3 et 4). Ce groupe, qui représente 5 % des dépenses militaires mondiales, comprend entre autres l'Arabie saoudite, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la République démocratique du Congo et Oman.

Le deuxième groupe est le plus nombreux (77 pays, dont 30 pays avancés) et représente plus de 90 % des dépenses militaires au niveau mondial. Les dépenses militaires moyennes de ce groupe plafonnent à environ 2 à 2½ % du PIB. Dans ces pays, le ratio moyen des dépenses de

Graphique 1

Baisse constante

Les dépenses militaires au niveau mondial ont baissé de moitié depuis 1970. (en pourcentage du PIB)



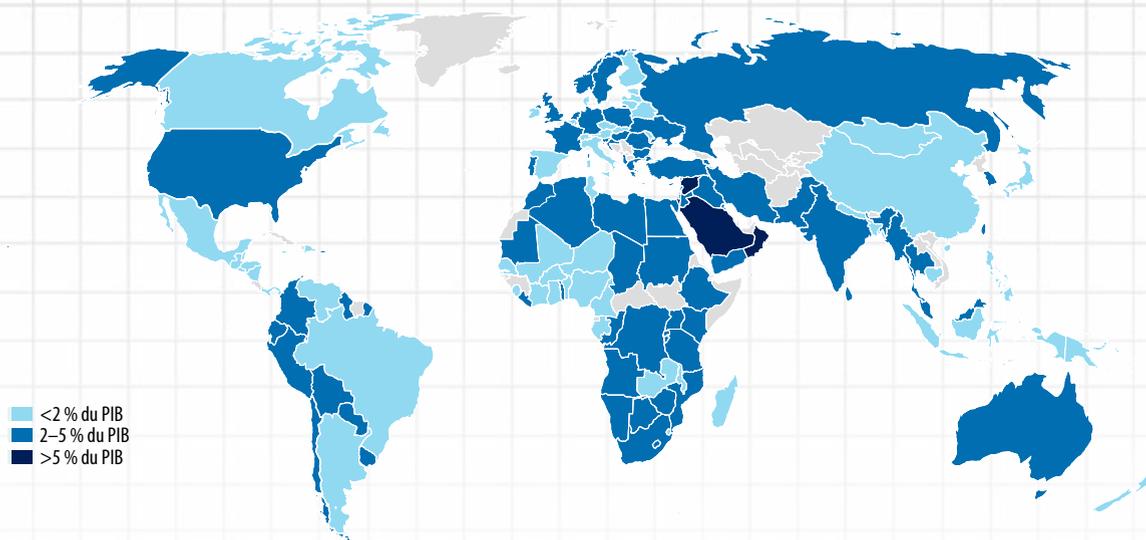
Source : Institut international de recherche sur la paix de Stockholm.

Note : On obtient la part des dépenses militaires dans le PIB en calculant la moyenne non pondérée des pays du groupe. Les données mondiales pour l'année 1991 ne sont pas disponibles, en raison de la dislocation de l'ancienne Union soviétique.

Graphique 2

Dépenses militaires par pays

Les 15 pays présentant les plus gros budgets de défense représentent plus de 80 % des dépenses militaires dans le monde.



Sources : Institut international de recherche sur la paix de Stockholm ; FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des auteurs.

Note : Cette carte indique les dépenses militaires entre 1970 et 2019, sauf pour les pays en gris, qui ne font pas partie de l'échantillon de pays étudié.

défense au PIB a fortement chuté entre 1990 et le milieu de la première décennie 2000, pour ne plus guère évoluer par la suite. Ce groupe compte dans ses rangs la Chine, les États-Unis, l'Inde, le Royaume-Uni et la Russie ; chacun de ces pays présente l'un des 15 plus gros budgets militaires du monde en termes absolus.

Au sein du troisième groupe, qui comprend 41 pays, les dépenses militaires ont chuté encore davantage, à un peu moins de 1 % du PIB. Ce groupe compte seulement deux pays avancés, à savoir la Lituanie et la Slovaquie.

De nombreux facteurs influencent la probabilité qu'un pays appartienne à l'un ou l'autre de ces groupes. Tout d'abord, un niveau élevé de dépenses militaires chez ses voisins peut lui sembler menaçant et l'inciter à augmenter son budget de défense. De plus, les pays sont plus susceptibles de gonfler leurs budgets militaires lorsqu'ils sont aux prises avec une forte instabilité politique, de la violence et du terrorisme sur leurs territoires. En outre, comme nous l'avons vu plus haut, l'augmentation des dépenses liées au vieillissement et des dépenses sociales (dans les domaines de la santé et de l'éducation) dans les pays avancés et les pays en développement, respectivement, peut influencer sur le montant des crédits budgétaires affectés à la défense. La concurrence entre affectations budgétaires est sans doute moins rude dans les pays en développement qui sont susceptibles de lever davantage d'impôts et qui s'efforcent de le faire, ce qui est peu probable dans les pays avancés.

Enfin, la probabilité qu'un pays figure dans l'un de ces trois groupes plutôt qu'un autre peut être influencée par son appartenance à une alliance militaire, comme l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Le fait d'être membre d'une telle alliance peut se traduire par des incitations à faire augmenter ou baisser les dépenses militaires. Un pays membre de l'une des huit grandes alliances militaires dans le monde est soumis à certaines obligations en matière de dépenses militaires, tout en bénéficiant des dépenses des autres membres.

Nous avons observé que lorsqu'un pays est politiquement stable, qu'il présente un risque peu élevé de violence et de terrorisme, que ses dépenses sociales sont importantes et que ses voisins n'ont pas un budget de défense élevé, il a plus de chance d'appartenir aux groupes 2 et 3, dans lesquels les dépenses militaires sont modérées. D'après notre analyse, l'appartenance à une alliance militaire (comme l'OTAN) n'a pas d'effet tangible sur le niveau des dépenses militaires.

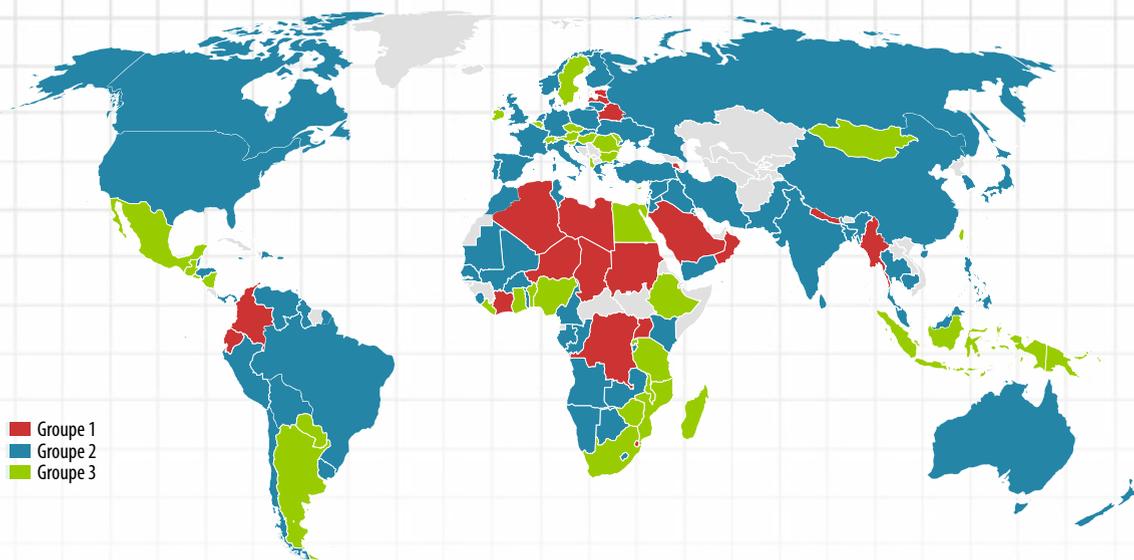
Implications pour l'ère post-pandémique

Nos résultats mettent en évidence des tendances différentes s'agissant des dépenses dans les différents groupes de pays. Dans le groupe 1, le plus restreint, des conflits ont fait augmenter les dépenses militaires jusqu'à un niveau nettement plus élevé qu'ailleurs (5 % du PIB), tandis que dans le groupe 3, composé principalement de pays en développement, les dépenses ont baissé pour atteindre des

Graphique 3

Répartition mondiale

Les dépenses militaires dans le monde ne convergent pas vers le même niveau, mais empruntent trois trajectoires distinctes.



Sources : Institut international de recherche sur la paix de Stockholm ; calculs des auteurs.

Note : Cette carte indique les dépenses militaires entre 1970 et 2019, sauf pour les pays en gris, qui ne font pas partie de l'échantillon de pays étudié.

niveaux relativement bas. L'appartenance d'un pays à un groupe plutôt qu'à un autre dépend de sa stabilité politique et du risque de violence auquel il est exposé, du niveau de ses dépenses sociales, et des budgets militaires de ses voisins. Ces résultats soulignent les bienfaits économiques d'un apaisement des conflits intérieurs et extérieurs : en contribuant à construire un monde plus pacifique, il est possible non seulement de favoriser la croissance économique, mais aussi de soulager les budgets publics en réduisant les dépenses militaires.

Concernant le groupe 2, le plus nombreux, il semble que deux forces agissent en sens contraire pour déterminer la future trajectoire des dépenses militaires. D'une part, la nécessité de rééquilibrer les finances publiques et de maintenir le niveau des dépenses sociales, en réduisant la part des dépenses non liées à la lutte contre la COVID-19, va exercer une pression à la baisse sur les budgets militaires. D'autre part, le ratio des dépenses militaires au PIB s'est stabilisé dans ce groupe et ne semble plus devoir diminuer avec le temps. Au contraire, les budgets de défense pourraient bien se remettre à augmenter progressivement en cas de recrudescence des tensions à l'échelle mondiale. **FD**

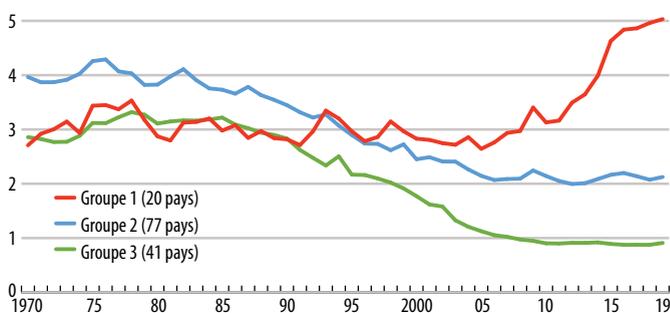
BENEDICT CLEMENTS est professeur invité à l'Université des Amériques, en Équateur ; **SANJEEV GUPTA** est chercheur principal au Center for Global Development, à Washington ; **SAIDA KHAMIDOVA** est chercheuse indépendante.

Graphique 4

Trajectoires divergentes

Dans les pays en proie à de graves conflits, les dépenses militaires ont augmenté jusqu'à un niveau nettement plus élevé qu'ailleurs.

(ratio des dépenses militaires au PIB, en pourcentage)



Sources : Institut international de recherche sur la paix de Stockholm ; FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des auteurs.

Bibliographie :

Clements, B., K. Dyczcak, V. Gaspar, S. Gupta, and M. Soto. 2018. "The Fiscal Consequences of Shrinking and Ageing Populations." *Ageing International* 43 (4): 391–414.

Clements, B., S. Gupta, and S. Khamidova. 2021. "Is Military Spending Converging to a Low Level across Countries?" *Economic Modelling* 94 (January): 433–41.

International Monetary Fund (IMF). 2021. *A Fair Shot*, Chapter 1. Washington, DC, April.